

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE GRENOBLE**

N° 1404857

Société Stud'Gestion

Mme Dominique Séna
Rapporteur

Mme Céline Bailleul
Rapporteur public

Audience du 19 janvier 2017
Lecture du 9 février 2017

68-01-01-01-02
C

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal administratif de Grenoble

(2^{ème} chambre)

Vu la procédure suivante :

Par une requête et des mémoires enregistrés les 6 août 2014, 6 août 2015, 12 octobre 2015 et le 11 avril 2016, la société Stud'Gestion représentée par sa gérante Mme Arrue, ayant pour avocat Me Giraudon, demande au tribunal :

1°) d'annuler la délibération du 21 février 2014 par laquelle le conseil municipal d'Annoisin-Chatelans a approuvé le plan local d'urbanisme et la décision de rejet implicite de son recours gracieux du 16 avril 2014 réceptionné le 22 avril 2014 ;

2°) de mettre à la charge de la commune d'Annoisin-Chatelans une somme de 2000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

La société Stud'Gestion soutient que :

- elle justifie par attestation de notaire qu'elle est propriétaire des parcelles AN n° 293, 332 et 359 et que Mme Arrue sa gérante est habilitée à ester en justice en application de l'article L. 223-18 du code de commerce ;
- absence de débat requis sur les orientations générales du PADD (L. 123-9 du code de l'urbanisme) ;
- non respect de la procédure de suspension de l'enquête (L. 123-14 du code de l'environnement) : le nouveau projet modifié pendant la suspension de l'enquête aurait dû être transmis à l'autorité compétente en matière d'environnement ;
- vice de procédure (L. 123-10) du fait des modifications apportées entre l'arrêt du projet le 26 novembre 2012 et l'approbation du PLU notamment la création des zones Nj dans le hameau de

Chatelans, la suppression de l'orientation n°4 pour ce hameau qui n'ont pas été approuvés par le conseil municipal ni soumis à l'avis des personnes publiques, avant d'être remis à l'enquête ;

- participation au débat du 3^e adjoint intéressé (L. 2131-1 CGCT) puisque le passage du zonage de Ua à Nj des parcelles dont elle est propriétaire dont la AB 359, a pour effet de rendre inutile la servitude de passage grevant les parcelles 301 et 360 appartenant au 3^e adjoint dont l'épouse s'est opposée à certaines personnes intéressées par l'acquisition de sa propre parcelle ;
- insuffisance du contenu des documents du PLU :
 - insuffisance du rapport de présentation (L. 123-1-2 et R.123-2) ;
 - insuffisance du PADD (L.123-1-3) ;
- détournement de pouvoir : l'intérêt et la tranquillité du 3^e adjoint sur ses parcelles expliquent le déclassement des parcelles dont elle est propriétaire et non l'intérêt général ou des considérations d'urbanisme ; les zones Nj sont en contradiction avec le PADD qui prévoit l'urbanisation des dents creuses et aucun objectif nouveau de protection des parcs et jardins ne lui a été substitué ;
- contradiction entre le rapport de présentation et le PADD d'une part et le plan de zonage retenu d'autre part : dans le hameau de Chatelans ont été maintenues en U des parcelles en périphérie du hameau au lieu d'en faire un secteur de taille et de capacités réduites (STECAL) en zone N alors que les zones Nj sont en plein cœur du hameau sur des dents creuses ;
- erreur manifeste d'appréciation (zone N R. 123-8) : ses parcelles supportent déjà des constructions anciennes, sont prévues pour des réseaux, entourées de constructions sur les 3 côtés, dans la forme urbaine du hameau, de faible superficie.

Par des mémoires en défense, enregistrés les 24 mars 2015 et 3 mars 2016, la commune de d'Annoisin-Chatelans représentée par son maire en exercice, ayant pour avocat Me Pyanet conclut au rejet de la requête et à ce qu'il soit mis à la charge de la Société Stud'Gestion le versement d'une somme de 2000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

La commune d'Annoisin-Chatelans soutient que :

- à titre principal la requête est irrecevable : la requérante est devenue propriétaire un mois après le vote de la délibération attaquée et ne justifie pas que sa gérante serait habilitée pour agir ;
- à titre subsidiaire la délibération attaquée est légale ; le conseil municipal a débattu des orientations générales du PADD le 21 octobre 2014 ;
- pendant la suspension de l'enquête publique l'ensemble des personnes publiques concernées ont été et les modifications apportées n'impliquant pas de modifications de l'étude d'impact ou du rapport environnemental il n'y avait pas lieu à nouvelle consultation de l'autorité d'Etat en matière environnementale (R. 123-22 du code de l'environnement) ;
- L. 123-10 : le projet de PLU arrêté, soumis à l'enquête publique, n'incluait pas d'orientation d'aménagement n°4 sur Chatelans et en revanche classait bien en zone Nj certaines parcelles dans ce hameau ; la piste de l'OA n°4 avait déjà été abandonnée et le document de la requérante est un document de travail très en amont ; le PLU après enquête n'avait pas à être soumis à une nouvelle enquête ;
- L. 2131-11 CGCT : la requérante n'apporte aucune preuve des faits qu'elle allègue sur le conseiller intéressé ; ensuite la commune compte 630 habitants ; l'éventuel intérêt d'un conseiller municipal ne constitue pas une illégalité si cela correspond à la généralité de l'intérêt des habitants ; il n'est pas établi que la présence de l'élue ait eu une influence sur le vote du PLU ; le classement en Nj est dicté par les prescriptions du SCoT et du souhait des propriétaires ;
- le conflit de voisinage autour de la parcelle de la requérante ne concerne pas la commune et en tout état de cause de nombreuses autres parcelles sont en zone Nj dans le hameau en cause et dans d'autres hameaux ;
- le rapport de présentation est parfaitement détaillé ;

- le PAAD : la requérante ne précise pas les thèmes qui seraient méconnus ; page 2 du PADD précise les objectifs et particulièrement au point 2.1 pages 4 à 7 l'objectif de lutte contre l'étalement urbain ;
- la requérante n'établit pas un véritable intérêt personnel distinct de l'intérêt public à ce que les parcelles cadastrées AB 293, 332 et 359 soient en zone Nj ; le commissaire enquêteur a rappelé que pour respecter les orientations du SCoT l'enveloppe constructible de 25 ha doit passer à 5 ha, ce qui est une considération d'urbanisme ; en outre le confortement du cadre de vie passe par les espaces naturels et la protection du patrimoine paysager comme les jardins en terrasse de Chatelans ; enfin le PADD prévoit aussi de conserver des espaces verts non constructibles dans les hameaux ;
- le classement en N des parcelles de la requérante est justifié par la volonté de protéger leur caractère naturel et forestier au sens de l'article R. 123-8 sans influence de la circonstance qu'elles soient à proximité de parcelles construites et qu'elles desservies par les réseaux.

Vu :

- les autres pièces du dossier ;
- le code de l'urbanisme ;
- le code général des collectivités territoriales ;
- le code de l'environnement ;
- le code de justice administrative ;

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Séna,
- les conclusions de Mme Bailleul, rapporteur public,
- et les observations de Me Gnero représentant la société Stud'Gestion et de Me Carnelutti représentant la commune d'Annoisin-Chatelans.

1. Considérant que par délibération du 21 février 2014 le conseil municipal d'Annoisin-Chatelans, commune de 630 habitants a approuvé le plan local d'urbanisme ; que la société Stud'Gestion en demande l'annulation ;

2. Considérant que la société Stud'Gestion établit être propriétaire des parcelles cadastrées AB n° 293, 332 et 359 dans le hameau de Chatelans ; que si la requérante est devenue propriétaire desdites parcelles par acte notarié du 31 mars 2014 soit un mois après la délibération contestée il est constant que cette délibération lui fait grief à la date d'enregistrement de la requête, par le nouveau classement en zone inconstructible du bien qu'elle a acquis et pour lequel elle était intervenue en cours d'enquête publique comme en témoigne le rapport du commissaire enquêteur dans son rapport par l'observation n°27 ; qu'ainsi la requérante justifie d'un intérêt à agir ; que d'autre part, il ressort de l'extrait K bis produit que la gérante de la société Stud'Gestion est Mme Béatrice Bouchardon ayant comme nom d'usage Arrue Gadea et que la forme juridique de la société est la société à responsabilité limitée (société à associé unique) ; que par suite les fins de non-recevoir opposées à la requête doivent être écartées ;

Sur les conclusions en annulation :

3. Considérant en premier lieu que par délibération du 21 octobre 2011 le conseil municipal d'Annoisin-Chatelans a débattu des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) conformément aux dispositions de l'article L. 123-9 du code de l'urbanisme ;

4. Considérant en deuxième lieu que selon l'article L. 123-14 du code de l'environnement : « I. — *Pendant l'enquête publique, si la personne responsable du projet, plan ou programme visé au I de l'article L. 123-2 estime nécessaire d'apporter à celui-ci des modifications substantielles, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête peut, (...), suspendre l'enquête pendant une durée maximale de six mois. (...) / Pendant ce délai, le nouveau projet, plan ou programme, accompagné de l'étude d'impact ou du rapport environnemental intégrant ces modifications, est transmis pour avis à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement prévue, selon les cas, aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code et à l'article L. 121-12 du code de l'urbanisme. (...)* » ; qu'il ressort du rapport du commissaire enquêteur que, lors de la reprise de l'enquête publique après sa suspension, le dossier initial intégralement présenté a été complété par diverses pièces et un dossier technique contenant une notice explicative, deux plans de zonage modifiés et un document du Syndicat intercommunal des eaux du plateau de Crémieu (SIEP) présentant les projets de travaux d'assainissement d'Annoisin et de Michalieu, ainsi que « l'avis du préfet sur les nouveaux documents présentés à l'enquête, avis du 20 novembre 2013 » ; que dès lors le moyen tiré du non respect de la procédure de suspension de l'enquête en application de l'article L. 123-14 du code de l'environnement faute de transmission pour avis aux services de l'Etat doit être écarté ;

5. Considérant en troisième lieu que la requérante fait valoir que la création des zones Nj dans le hameau de Chatelans par la délibération d'approbation et la suppression du PLU arrêté de l'orientation n°4 pour ce hameau constituent un vice de procédure en application de l'article L. 123-10 du code de l'urbanisme ; que toutefois, d'une part, la requérante n'apporte pas de pièces probantes au dossier de nature à mettre en cause le document produit en défense sur les orientations d'aménagement et de programmation qui présentent quatre OAP dont aucune ne concerne le Chatelans ; que d'autre part il ne ressort pas du dossier que les zones Nj contestées auraient été absentes du PLU arrêté le 16 novembre 2012 ;

6. Considérant en quatrième lieu d'une part que le rapport de présentation présente un diagnostic communal, un état initial de l'environnement, la justification des choix retenus pour établir le PADD et le règlement, un chapitre extrait de l'évaluation environnementale intitulée « Incidence du PLU sur l'environnement » notamment ; que les insuffisances relatives à la rubrique « assainissement collectif » relevées dans l'avis du préfet du 20 mars 2013, ont imposé à la commune de procéder à la suspension de l'enquête publique pour reprendre son projet de PLU sur ce point ; que s'agissant des autres observations faites par les personnes publiques associées après arrêt du PLU sur les lacunes du rapport de présentation, la requérante ne démontre pas et cela ne ressort pas du rapport de présentation adopté que ces insuffisances n'auraient pas été comblées ; que d'autre part si la requérante soutient que le PADD ne fixe pas des objectifs de modération de consommation de l'espace, cela ne ressort pas de ce document d'orientations qui est complété par les éléments chiffrés présentés dans le point 6 du rapport de présentation précisant le récapitulatif des zones et que le nouveau PLU se solde par le retrait de 23,3 hectares constructibles ;

7. Considérant en cinquième lieu que le PADD présente notamment les objectifs de maîtrise du développement urbain notamment l'objectif « 2.2 renforcer la centralité du chef lieu

en densifiant le chef lieu et en comblant « les dents creuses » du tissu urbain » et l'objectif « 2.3 Concevoir les extensions urbaines sur un mode d'organisation compacte « Le développement des hameaux, plus modeste se fera par densification, en urbanisant les dents creuses. » mais aussi l'objectif « 2.6 Conforter le cadre de vie en protégeant l'agriculture et les espaces naturels, le paysages et le patrimoine bâti » et pour la protection du paysage de « conserver des espaces verts non constructibles dans les hameaux » ; que dans ces conditions la création de zones Nj dans le hameau du Chatelans à l'intérieur de l'enveloppe urbanisée du hameau ne peut être regardée comme une contradiction entre le rapport de présentation et le PADD d'une part et le plan de zonage retenu d'autre part ;

8. Considérant toutefois en sixième lieu que selon l'article L. 2131-11 du code général des collectivités territoriales : « *Sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet, soit en leur nom personnel, soit comme mandataires.* » ; qu'en l'espèce la requérante est propriétaire des parcelles cadastrées AB n° 293, 332 et 359 comportant une maison d'habitation en R+1, des dépendances et un garage et il n'est pas contesté que M. et Mme Garioud sont propriétaires des parcelles 360 et 301 dans l'alignement l'une de l'autre qui désenclavent le tènement de la société Stud'Gestion ; que la requérante produit à l'instance trois témoignages attestant que, en avril et mai 2015, Mme Garioud épouse de M. Garioud 3^e adjoint au maire chargé de l'urbanisme, est intervenue de façon vigoureuse pour interpeller des candidats à l'achat du terrain de la requérante afin de les mettre en garde sur la servitude de passage desservant ce terrain ; que le tènement de la société Stud'Gestion, en zone UA avant l'approbation du PLU, est classé en zone Nj inconstructible dans le PLU en litige ; que ces circonstances établissent que l'adjoint à l'urbanisme avait un intérêt objectif au nouveau classement des parcelles de la requérante en zone inconstructible ;

9. Considérant qu'il n'est pas contesté que M. Garioud en tant qu'adjoint à l'urbanisme a participé activement à l'élaboration du PLU en litige ; qu'il ne ressort pas des pièces du dossier et il n'est pas allégué par la commune que M. Garrioud, intéressé personnellement au classement en zone NJ de la parcelle cadastrée AB n°359 de la requérante, se soit retiré au cours du travail d'élaboration du PLU lors des modifications de zonage sur le hameau du Chatelans ; qu'en outre ce hameau entouré de vastes espaces naturels et agricoles comporte déjà deux autres zones NJ alors que le PLU litigieux a conservé en zone constructible des parcelles situées en périphérie de l'enveloppe urbaine du hameau, non bâties et de taille bien supérieure à celle de la requérante classée en zone NJ ; que par suite le moyen tiré de l'illégalité du classement en zone NJ de la parcelle n°359 au motif de la participation de M. Garrioud, adjoint à l'urbanisme intéressé à ce classement, doit être accueilli ;

10. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que la délibération du 21 février 2014 par laquelle le conseil municipal d'Annoisin-Chatelans a approuvé le plan local d'urbanisme et la décision de rejet implicite du recours gracieux présenté le 16 avril 2014 par la société Stud'Gestion, doivent être annulées en tant qu'elles ont pour effet de classer en zone NJ la parcelle cadastrée AB n°359 ;

Sur les conclusions tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

11. Considérant que, dans les circonstances de l'espèce, il y a lieu de laisser à chaque partie la charge de ses frais d'instance au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

D E C I D E :

Article 1^{er} : La délibération du 21 février 2014 par laquelle le conseil municipal d'Annoisin-Chatelans a approuvé le plan local d'urbanisme et la décision de rejet implicite du recours gracieux présenté le 16 avril 2014 contre cette délibération, doivent être annulées en tant qu'elles ont pour effet de classer en zone NJ la parcelle cadastrée AB n°359 dans le hameau du Chatelans.

Article 2 : Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

Article 3 : Les conclusions de la commune d'Annoisin-Chatelans présentées sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 4 : Le présent jugement sera notifié à la Société Stud'Gestion et à la commune d'Annoisin-Chatelans.

Délibéré après l'audience du 19 janvier 2017, à laquelle siégeaient :
M. Dufour, président,
Mme Bril et Mme Séna, assesseurs.

Lu en audience publique le 9 février 2017.

Le rapporteur,

Le président,

D. SENA

P. DUFOUR

Le greffier,

C. JASSERAND

La République mande et ordonne au préfet de l'Isère en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.